

Brochure n° 3228

**Convention collective nationale**

**IDCC : 637. – INDUSTRIES ET COMMERCE  
DE LA RÉCUPÉRATION**

---

ACCORD DU 27 SEPTEMBRE 2010  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2010

NOR : ASET1051419M

IDCC : 637

**I. – Salaires réels**

Les rémunérations réelles des salariés sont majorées, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2010, de 1,5 % dans toutes les entreprises rattachées à la profession des industries et commerces de la récupération, sous la condition d'une ancienneté minimale de 6 mois à la date de mise en application de l'accord (soit une date d'entrée dans l'entreprise au plus tard au 1<sup>er</sup> mai 2010).

Cette augmentation des salaires réels ne sera pas applicable :

- dans les entreprises qui, à la date d'application du présent accord, sont en cours de négociation ou s'engagent à ouvrir les négociations sur les salaires dans les 3 mois suivant l'application du présent accord, dès lors que cette négociation aboutit à une revalorisation des salaires réels égale au moins à 1,5 % dans ce délai ;
- dans les entreprises ayant déjà accordé une augmentation des salaires réels au moins égale à 1,5 % postérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 2009, à l'exclusion de celle due en application de l'accord de branche sur les salaires du 17 septembre 2009.

## II. – Barème des salaires minima conventionnels

Le barème des salaires minima conventionnels est modifié selon l'annexe I ci-après :

- sur les coefficients 130 à 235 inclus : augmentation de 2 % des minima du barème issu de l'accord « Salaires » du 17 septembre 2009 ;
- sur les coefficients 250 à 550 : augmentation de 1,5 % des minima du barème issu de l'accord « Salaires » du 17 septembre 2009.

La date d'application du nouveau barème est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Pour vérifier que le niveau des garanties dudit barème est atteint, les entreprises pourront tenir compte de tous les éléments de salaire.

Elles devront toutefois s'assurer que ces éléments de salaire peuvent être pris en compte dans le calcul, compte tenu des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de la convention collective des industries et commerces de la récupération dans son article 60.2, relatifs au salaire minimum professionnel.

Pour appliquer les termes du présent accord, les entreprises procéderont en premier lieu à l'augmentation des salaires réels, puis à l'application du nouveau barème conventionnel en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

## III. – Impérativité de l'accord

L'ensemble des dispositions du présent accord est impératif. Il ne pourra y être dérogé par accord d'entreprise que dans un sens plus favorable aux salariés.

## IV. – Impact de la mise en place du nouvel accord « Classifications » en date du 7 mai 2009

Conformément à l'article 7 de l'accord « Classifications » du 7 mai 2009, les entreprises disposent d'un délai de 12 mois à compter du lendemain de la publication de l'arrêté d'élargissement (publié le 25 mars 2010 au *JORF* n° 0071) pour mettre en place le nouveau système de classifications.

Pendant ce délai, 2 grilles conventionnelles des salaires minima dans la branche coexisteront.

A l'issue des 12 mois, seule la nouvelle grille suivant accord de classifications du 7 mai 2009 sera valide et applicable.

## V. – Formalités de dépôt

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes conformément au code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 27 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FEDEREC.

**Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FCM FO ;

FGT SNED CFTC.

## ANNEXE I

---

### **Barème des minima conventionnels applicable au 1<sup>er</sup> novembre 2010**

Base : 151,67 heures.

*(En euros.)*

ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE
A	130	1 398,00
B	135	1 401,90
C	140	1 405,80
D	150	1 413,60
A	160	1 421,50
B	175	1 433,20
C	190	1 444,95
A	205	1 456,70
B	220	1 484,20
C	235	1 527,00
A	250	1 563,90
B	265	1 613,60
C	280	1 663,30
A	305	1 734,30
B	335	1 833,60
C	365	1 937,80
A	390	2 021,90
B	440	2 193,70
C	550	2 563,00

**Grille de salaires applicable au 1<sup>er</sup> novembre 2010  
suivant accord « Classifications » du 7 mai 2009**

Base : 151,67 heures.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON A	ÉCHELON B	ÉCHELON C	ÉCHELON D
I	1 398,40	1 403,50	1 413,70	
II	1 423,90	1 434,10	1 449,40	
III	1 459,60	1 485,10	1 531,00	
IV	1 564,10	1 614,90	1 665,60	
V	1 736,70	1 838,20	1 939,70	
VI		2 025,90	2 193,40	2 563,90
VII		2 660,00	2 770,00	2 900,00